

Session Plénière du 17 Décembre 2020

Rapport N° 20.04.02 Orientations Budgétaires 2021

Intervention de Michel CHASSIER

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Vous nous dites que « *l'année 2020 restera dans les mémoires comme l'année de la mise en cause du modèle de développement de notre société.* »

On ne voit pas bien en quoi.

La pandémie du COVID 19 se situe en termes de mortalité dans le même ordre de grandeur que les épidémies d'après-guerre, qui ont fait entre 1 et 4 millions de morts (dans une fourchette large car il n'y a avait pas un suivi aussi précis).

La principale différence vient peut-être de la rapidité de sa propagation, facilitée par des échanges plus nombreux, mais surtout du traitement de l'information, qui a conduit les gouvernants à réagir plus fortement.

Pour autant ce n'est pas cela qui remet en cause notre modèle de développement, vous l'admettez implicitement dans ce rapport en écrivant que « *la consommation des ménages devrait être le principal moteur de la relance* ». Foin de la sobriété préconisée par les écologistes !

Mais avant de revenir sur le volet économique de cette crise, il faut souligner qu'elle en masque une autre, certainement bien plus profonde.

Dès 1995 Jacques Chirac évoquait la fracture sociale. On a pu parler depuis de fracture sociétale, de fracture territoriale, de la France périphérique, des territoires perdus de la République, de l'archipel français et tout récemment du séparatisme.

Gérard Collomb, qui n'est tout de même pas un extrémiste, déclarait en quittant la place Beauvau « *on vit côte à côte, je crains que demain on ne vive face à face* ».

Je pense que là se trouve le principal défi auquel nous allons être confrontés, nous l'avons annoncé et dénoncé depuis 40 ans, et bien sûr cette situation dramatique est la conséquence de flux migratoires hors de contrôle. Aujourd'hui les faits nous donnent raison et nos adversaires sont obligés de le concéder les uns après les autres.

C'est un véritable défi de civilisation et une menace existentielle pour nos sociétés, notre culture, notre identité et nos libertés.

Ce sera, qu'on le veuille ou non, l'enjeu principal des prochaines échéances électorales.

On le voit dans la démarche désespérée du celui qui occupe l'Élysée, par effraction selon ses propres dires, avec ses projets de loi sur la sécurité et sur le séparatisme, mais on voit aussi à quelle vitesse il a capitulé devant les émeutiers.

Les Français savent parfaitement que nous représentons désormais leur seul recours, et qu'ils peuvent compter sur nous. Car ils savent que nous ne les abandonnerons pas, nous ne céderons pas à la menace, nous ne nous soumettrons jamais.

Or on ne retrouve dans ces orientations aucune remise en cause, mais au contraire la poursuite et l'amplification des mêmes politiques, parfois pourrait-on dire des mêmes lubies, aucune réponse nouvelle.

Nous ferons le même constat tout au long de cette session avec le CPER ou avec les formations. Vous prétendez relever 6 défis, dont 4 sont liés directement à l'économie, mais avec quels moyens ?

Le CESER ne manque pas de souligner l'absence de priorités, l'absence de lisibilité entre les orientations, le plan de relance régional, le plan de relance de l'Etat traduit dans le CPER et le plan REACT-UE, et la dégradation durable de l'autofinancement, qui *« pourrait ne pas retrouver avant longtemps les niveaux des dernières années sauf si des efforts sont menés pour mieux maîtriser les dépenses de fonctionnement »*.

Quant à la politique d'investissement volontariste, nous ne retrouvons pas à ce stade les montants annoncés dans le Plan de relance, à savoir les 500 millions d'euros d'ici fin 2022, mais je me souviens vous avoir déjà posé la question.

D'autant plus, comme le souligne encore une fois le CESER, que *« les investissements nouveaux ne verront le jour que dans quelques années. »*

C'est pourquoi il serait préférable d'accélérer *« les projets qui sont déjà prévus et avancés pour générer à court terme des bénéfices économiques et sociaux et profiter aux emplois locaux »*.

Et le CESER insiste sur le fait que *« certains secteurs sont durablement affectés par la crise malgré les mesures de soutien. La sortie progressive des dispositifs d'urgence fait peser un risque d'insolvabilité, voire de faillites importantes, ce qui entraînera une aggravation de la situation sociale »*.

C'est pourquoi vos ambitions de transformation ou de transition écologique nous paraissent complètement hors sol.

La priorité devrait être de conforter, de maintenir, de sauver toutes nos entreprises, petites et grandes, afin d'éviter un effondrement économique, un chômage encore plus important et la montée inexorable de la pauvreté.

En conclusion, abandonnez vos chimères, soutenez l'économie réelle, revoyez vos priorités, les habitants de notre Région attendent autre chose !

